

ÉRIC FASSIN

Good Cop, Bad Cop Modèle et contre-modèle américains dans le discours libéral français depuis les années 1980

EN FRANCE, dans le discours intellectuel contemporain, l'« Amérique », qu'on la voie en bien ou en mal, semble être toujours « bonne à penser » (pour reprendre l'expression de Claude Lévi-Strauss). De fait, l'opposition entre « pro- » et « anti-américanisme » importe moins que le recours récurrent à la référence américaine, en qualité de modèle ou de contre-modèle, dans des débats portant sur la mondialisation et l'Europe, le rôle de l'État et l'État de droit, l'*underclass* et l'État providence, l'immigration et l'État-nation, sans oublier le féminisme et les droits des homosexuels. C'est ainsi que l'on peut interpréter ce que Jean-Philippe Mathy a appelé « la rhétorique de l'Amérique » : si elle nous renseigne peu sur les États-Unis, cette rhétorique nous en dit long sur la France¹. Elle constitue un langage légitime pour aborder les controverses françaises, la plupart du temps à des fins polémiques : « l'Amérique » fait partie de la « boîte à outils » intellectuelle en France ; il est vrai que cet outil est le plus souvent utilisé comme une arme.

Le statut privilégié de la référence américaine en France, depuis le début des années 1980, est dû en grande partie, en ce qui concerne la vie intellectuelle, à la difficulté d'inventer, de découvrir ou de restaurer ce qui apparaissait jusqu'alors comme un oxymore : un *libéra-*

1. Jean-Philippe Mathy, *Extrême Occident : French Intellectuals and America*, Chicago, Chicago University Press, 1993.

lisme français. Durant cette période, le libéralisme politique réussit pourtant à gagner en crédibilité, mais, de manière assez singulière, cette réussite est placée sous les auspices de la révolution reaganienne : même si le président américain offre un visage plus sympathique que le Premier ministre anglais alors au pouvoir, il n'incarne pas plus qu'elle le libéralisme au sens anglo-américain. De fait, le triomphe éphémère de cette idéologie en France coïncide avec le retour au pouvoir de la droite en 1986, mais le libéralisme politique à la française ne survit pas à la première cohabitation ; il disparaît après la réélection de François Mitterrand.

Il s'agit là d'une version strictement conservatrice, étroitement centrée sur le rejet de l'État providence. Des idéologues comme Guy Sorman (à l'époque) et des hommes politiques comme Alain Madelin (aujourd'hui) s'intéressent avant tout à la liberté économique, plutôt qu'aux droits politiques. Il n'est pas surprenant que ce libéralisme conservateur ne se porte pas très bien en France. Les héritiers du gaullisme (de Jacques Chirac à Charles Pasqua et Philippe Séguin) restent attachés à l'identification de la nation et de l'État : le principe de la libre entreprise, autrement dit d'un capitalisme sans entrave, rencontre donc des résistances non seulement à gauche, au nom de la justice sociale, mais aussi à droite, où elles sont plutôt justifiées par l'impératif de cohésion sociale et, de fait, ces différents types d'opposition à ce qui est présenté comme le libéralisme « anglo-saxon » sont susceptibles de se confondre : en témoigne le discours social actuel des « républicains » (aujourd'hui appelés « souverainistes »). Il se pourrait bien qu'en France le libéralisme politique soit voué à l'échec.

La tentative de définir une version proprement intellectuelle du libéralisme en France s'est révélée plus ambitieuse et moins éphémère : elle a joué un rôle crucial tout au long des années Mitterrand. La principale explication de ce succès relatif tient au lien tissé avec les intellectuels de gauche. Une telle alliance était impensable pour la génération de Raymond Aron : tant que le marxisme demeurerait l'« horizon indépassable » (selon l'expression de Sartre) de la vie intellectuelle française, le libéralisme était inévitablement identifié à la droite. Avec la génération de François Furet est apparue la possibilité pour le libéralisme de combler le fossé intellectuel entre la droite et la gauche. Les historiens de la Révolution française ont contribué largement à dessiner un nouvel horizon politique à la fin des années 1970 : en opposition au marxisme, mais après le déclin de celui-ci, le libéralisme a pu trouver une place dans le paysage de la gauche intellectuelle.

Cette redéfinition a exigé de réinventer une « rhétorique de l'Amérique ». En effet, il ne suffisait pas de revenir à une tradition intellectuelle française, de Constant (avec Marcel Gauchet) à Guizot (avec Pierre Rosanvallon). Pour dessiner les contours du libéralisme français (c'est-à-dire pour fonder le libéralisme en France) et sortir de l'ombre de l'Angleterre, le détour par l'« Amérique » était indispensable. Alors que les politiciens libéraux se limitaient à une perspective strictement économique, c'est paradoxalement grâce aux intellectuels que le libéralisme a acquis une signification politique, par le jeu de la référence transatlantique. En contournant la lutte des classes, ces intellectuels ont utilisé l'« Amérique » pour penser l'histoire de la France, passée et présente. Grâce à ce miroir, l'histoire politique des idées s'est substituée à l'analyse économique des infrastructures : alors qu'Aron s'était toujours senti obligé de réfuter le marxisme sur son propre terrain, les nouveaux libéraux ont commencé à reformuler les questions dans leurs propres termes. L'« Amérique » offrait désormais un lexique légitime.

1980-1988 : Les deux révolutions

En présentant l'œuvre de Tocqueville, en 1981², François Furet mettait l'accent sur le caractère « expérimental » de l'ouvrage. Pour Tocqueville, l'Amérique constituait d'abord un laboratoire pour analyser la société postrévolutionnaire. Selon une même logique, il était possible d'induire l'idée que l'« Amérique » allait permettre aux libéraux de penser un monde postmarxiste. C'est bien la raison pour laquelle F. Furet a proposé une lecture de la comparaison transatlantique à la lumière de *L'Ancien Régime et la Révolution* : le but était de comprendre, par contraste avec la Révolution américaine, ce qui avait mal tourné lors de la Révolution française. Pourquoi le sang, pourquoi la violence, pourquoi la Terreur ? Alors que les historiens marxistes s'étaient projetés de 1793 à 1917, leurs homologues libéraux se sont retournés de 1789 vers 1776. En lieu et place d'une seule logique révolutionnaire, ils ont distingué, suivant l'exemple d'Hannah Arendt, deux modèles – ou plutôt un modèle et un contre-modèle : une bonne et une mauvaise révolution³.

2. Alexis de Tocqueville, *De la démocratie en Amérique*, Paris, Flammarion, 1981.

3. François Furet, *Penser la Révolution*, Paris, Gallimard, 1979.

L'« Amérique » offrait un outil – et une arme –, au moment où Tocqueville remplaçait Marx au panthéon des intellectuels français (notamment dans leurs notes de bas de page). Les libéraux ont commencé à débattre de la « démocratie » (à la place du « capitalisme ») et des « droits des individus » (au lieu de l'« exploitation » et de la « lutte de classe »), selon une grammaire plus politique qu'économique. La comparaison transatlantique a permis de porter un regard éloigné sur l'histoire française : la distance modifiait la perspective. Les tempêtes révolutionnaires, celles qui marquèrent aussi bien le 19^e siècle que l'heure de gloire du communisme, pouvaient alors apparaître dans une nouvelle lumière : non comme la règle (celle des lois économiques marxistes) mais comme l'exception (selon le credo libéral). L'horizon en était transformé d'autant : la révision historique ouvrait le chemin d'une redéfinition de l'agenda politique, plaidant pour la fin de l'exception française, non pour celle du capitalisme mondial, ou encore, pour reprendre l'expression de Furet, pour la « fin de la Révolution »⁴.

L'entrée en scène de ceux qu'on a appelés les « nouveaux philosophes », en 1976, a été le premier symptôme de la disparition de l'idéal révolutionnaire, la débandade du gauchisme préfigurant le déclin du communisme. La révolution antitotalitaire, provoquée par le choc du Goulag, a alors contribué à la construction de ce qui a été nommé, par contraste avec la gauche marxiste, la « deuxième gauche ». En réaction contre la « première gauche », les protagonistes de ce courant ont insisté sur l'importance de la « société civile », et non sur celle de l'État. Leur mot clé était la modernisation. Après 1968, les nouveaux mouvements sociaux (les luttes antinucléaires et les idéologies régionalistes, le féminisme et la culture « jeune ») ont fini par bouleverser ce que la « deuxième gauche » percevait comme la nature archaïque de la vie politique française. L'enjeu principal n'était plus la prise de contrôle de l'État, mais la redéfinition de la culture politique : la diversité a pris le pas sur la solidarité et la dénonciation des inégalités a cédé la place à la revendication des droits. Sans surprise, les opposants à cette version « modernisatrice » de la gauche l'ont polémiqument définie comme « américaine ».

La tactique – habile – des intellectuels libéraux (contrairement à celle des politiciens libéraux) a consisté à entretenir des liens étroits avec cette « deuxième gauche » au début des années 1980, précisé-

4. *Ibid.*

ment au moment où la gauche accédait pour la première fois au pouvoir et où l'idéal révolutionnaire disparaissait pour de bon. Cette nouvelle forme d'échange a été facilitée par de nouvelles institutions intellectuelles. *Le Débat*, lancé en 1980 par Pierre Nora et Marcel Gauchet, a joué dans la vie des idées le rôle que la Fondation Saint-Simon allait jouer dans le développement de l'expertise. Créée en 1982 par François Furet et Roger Fauroux, l'intellectuel et l'industriel, la Fondation a été un lieu de rencontre entre personnalités du monde intellectuel et figures du pouvoir (économique comme politique), venues des rangs des libéraux aussi bien que de la « deuxième gauche » : l'ancien Premier ministre, Raymond Barre, et le futur Premier ministre, Michel Rocard, les dirigeants du patronat et de la CFDT, aussi bien que Philippe Raynaud et Pierre Rosanvallon. Tous se présentaient comme à la fois modérés et modernes.

En rupture avec les héritiers du marxisme, socialistes ou communistes, ou même trotskystes, la « gauche américaine » a commencé alors à partager avec les libéraux français une approche réformatrice de la politique, dont le pragmatisme devait correspondre à l'exercice du pouvoir : ce fut le début, pour la gauche, de la « culture de gouvernement », une période où l'idéal du débat démocratique semblait prendre la place des anciennes mœurs plus propices à la confrontation idéologique. Les oppositions de naguère, héritées de la culture marxiste, sont alors apparues obsolètes. Le consensus à l'américaine semblait prévaloir et la vie intellectuelle française est entrée dans l'âge libéral. À la fin du premier mandat de François Mitterrand, François Furet, Jacques Julliard et Pierre Rosanvallon pouvaient analyser ce qui était devenu, en 1988, « la République du centre », qui sonnait l'heure de la fin de l'exception française⁵. Cette américanisation de la politique, il fallait alors s'en féliciter : le modèle libéral de la Révolution américaine avait fini par supplanter le modèle antilibéral de la Révolution française.

1989-1996 : Les deux démocraties

De manière quelque peu paradoxale, mais aussi assez logique, dans les mêmes milieux intellectuels, « l'Amérique » est alors passée, sans transition, dans la police de la vie intellectuelle française, du

5. François Furet, Pierre Rosanvallon, Jacques Julliard, *La République du centre*, Paris, Calmann-Lévy, 1985.

statut de *good cop* à celui de *bad cop*. Le tournant se situe en 1989. C'est non seulement l'année où le mur de Berlin s'est écroulé, et avec lui les dernières espérances communistes dans le monde occidental, mais c'est aussi l'année du bicentenaire de la Révolution. La lecture libérale de celle-ci avait clairement gagné la partie : 1793 avait cédé la place à 1789. De ce fait, le modèle américain de la bonne Révolution n'avait plus d'utilité. La « rhétorique de l'Amérique » devenait disponible pour servir d'autres objectifs : le modèle pouvait devenir un contre-modèle. C'est précisément à ce moment que les libéraux français ont commencé à invoquer Tocqueville pour dénoncer les périls de la démocratie, retournant ainsi le miroir transatlantique. En lieu et place du radicalisme révolutionnaire, ils semblaient maintenant craindre les « passions démocratiques », autrement dit, mal plus social que politique, l'amour immodéré de l'égalité. La perspective s'est déplacée alors des institutions démocratiques aux mœurs démocratiques, du premier au second volume de *La démocratie en Amérique*. À une nuance près : la principale préoccupation des libéraux n'était plus la « tyrannie de la majorité », mais plutôt ce que Philippe Raynaud a alors appelé la « tyrannie des minorités »⁶. La controverse américaine autour de la « political correctness » (et, ultérieurement, de la « sexual correctness ») a immédiatement été importée par les libéraux français et leurs alliés de la « deuxième gauche », du *Débat* au *Nouvel Observateur*. Dans les polémiques, le « PC » du « politiquement correct » a remplacé le PC du parti communiste : l'« Amérique » incarnait désormais l'antilibéralisme.

Ce renversement rhétorique correspondait, pour les libéraux, à une nouvelle alliance, cette fois avec les héritiers de la « première gauche ». Le catalyseur a été « l'affaire du foulard » en 1989. Les jeunes femmes musulmanes devaient-elles être autorisées à porter un voile dans l'enceinte des écoles publiques ? Le choix politique était présenté comme une alternative entre le principe de laïcité et la promotion de la différence culturelle. En fait, la polémique ne portait pas d'abord sur la religion ; elle reflétait une préoccupation croissante pour l'« intégration » des immigrés (c'est-à-dire ceux de la seconde génération) au sein de la société française. La défense d'un modèle national, contre les périls de la fragmentation ethnique, a été assurée par des intellectuels comme Régis Debray, mais aussi Élisabeth Badinter et Alain Finkielkraut. En parallèle, le vocabulaire d'un homme politique

6. Philippe Raynaud, « De la tyrannie de la majorité à la tyrannie des minorités », *Le Débat*, 69, mars-avril 1992, p. 50-59.

de la « première gauche » comme Jean-Pierre Chevènement a glissé de la « classe » à la « nation », au nom de la « République ».

Dans leur lutte contre la « ghettoïsation », les nouveaux alliés des libéraux ont identifié la nation française avec ce qu'ils définissaient comme un modèle universaliste d'intégration. La Révolution avait accordé aux Juifs « tout en tant qu'individus, mais rien en tant que nation » ; de la même façon, faisant écho aux mots de Clermont-Tonnerre, les « républicains » de la dernière heure entendaient tout accorder aux membres des minorités, en tant que citoyens, mais rien aux communautés. Pour élaborer ce modèle national d'intégration, ils s'appuyaient là aussi sur la comparaison transatlantique : le différentialisme américain, c'est-à-dire le « communautarisme » des politiques identitaires, constituait, selon eux, le miroir de l'universalisme français, c'est-à-dire de l'« individualisme » républicain. Ils utilisaient « l'Amérique » comme contre-modèle – tout comme les libéraux dans leur réincarnation de 1989. Mais cette rhétorique partagée impliquait aussi une réévaluation des arguments libéraux. Après avoir soutenu la modernisation, les nouveaux alliés insistaient désormais sur la conservation d'une tradition nationale française, d'où l'écho qu'ils ont suscité dans les milieux intellectuels conservateurs. D'une part, Marc Fumaroli, dans sa contribution au dernier volume des *Lieux de mémoire* de Pierre Nora, exaltait les vertus, héritées de l'Ancien Régime, des « traditions » (« la conversation ») et des « identifications » (« le génie de la langue »). D'autre part, c'est au nom de la Troisième République que, devenu polémiste, il partait en guerre contre les politiques culturelles de la Cinquième République (incarénées, durant toute cette période, par Jack Lang), pour sauvegarder la « grande culture ». ⁷ Même pour les conservateurs, la République était désormais le dernier rempart contre les périls jumeaux de la démocratisation et de la modernisation, c'est-à-dire de l'américanisation.

À partir de 1989, et pour les années qui ont suivi, le modèle libéral a donc connu un retournement. Selon Louis Hartz, la tradition politique américaine est, pour des raisons historiques, de nature fondamentalement libérale. N'ayant pas connu de passé féodal, et donc pas de « tradition révolutionnaire authentique », les États-Unis « n'ont pas non plus de tradition réactionnaire : pas de Robespierre, pas de Maistre ». ⁸ Cette hypothèse a été renversée par les libéraux français :

7. Marc Fumaroli, « La conversation », dans Pierre Nora (dir.), *Les lieux de mémoire*, vol. 3, t. 2. *Traditions*, Paris, Gallimard, 1992 et *Trois institutions littéraires*, Paris, Gallimard, 1994 (coll. « Folio-Histoire »).

8. Louis Hartz, *The Liberal Tradition in America*, New York, Harcourt, Brace & World, 1955.

Philippe Raynaud, dans *Le Débat*, a suggéré que l'héritage de l'Ancien Régime, se combinait harmonieusement avec le legs de la Révolution pour maintenir une tradition française de civilité. Selon lui, le féminisme présentait un cas d'école, dans le contraste entre sa version américaine, quelque peu acariâtre, et l'expression plus « humaine » de son homologue français⁹. L'argument a été ultérieurement développé par Mona Ozouf, dans un essai comparatif sur le féminisme et la civilité. Par contraste avec l'exemple malheureux de la société américaine purement démocratique, sans altération mais aussi sans modération, la France est apparue une fois de plus comme une exception, mais, cette fois, les libéraux ont célébré cet exceptionnalisme revisité¹⁰.

Après 1997 : l'Amérique, « signifiant flottant »

Les libéraux avaient tout d'abord utilisé l'Amérique comme un modèle (contre le marxisme), puis comme un contre-modèle (contre les politiques de l'identité) – à travers des alliances successives, d'abord avec la nouvelle gauche, dite « deuxième », puis, par la suite, avec l'ancienne « première » gauche. Mais quand les socialistes sont inopinément revenus au pouvoir en 1997, le contre-modèle américain est subitement devenu obsolète – comme le modèle s'était soudainement révélé inutile en 1989. Pour comprendre ce second glissement dans la rhétorique libérale, coïncidant avec un changement de stratégie, il faut examiner les deux enjeux relatifs aux minorités que le gouvernement Jospin a choisi de traiter en priorité : la parité et le Pacs.

Jusqu'en 1996, ces deux enjeux semblaient pouvoir s'exprimer dans le langage de la « rhétorique de l'Amérique », élaborée après 1980 et révisée après 1989. Les opposants à la parité, comme Élisabeth Badinter, attaquaient ce qu'ils considéraient comme des « quotas » à l'américaine, opposés à la tradition républicaine, alors que les partisans des lois sur le Contrat d'union sociale, comme Frédéric Martel, défendaient ce qu'ils présentaient comme la version universaliste d'une politique gaie modérée, contrastant avec le « communautarisme » radical réputé américain¹¹. Cependant, à partir de 1997, alors que ces deux

9. Philippe Raynaud, « Les femmes et la civilité : aristocratie et passions révolutionnaires », *Le Débat*, 57, novembre-décembre 1989.

10. Mona Ozouf, *Les mots des femmes. Essai sur la singularité française*, Paris, Fayard, 1995.

11. Élisabeth Badinter, « L'exception française », *Le Débat*, 87, novembre-décembre 1995 et Frédéric Martel, « La tentation communautaire : libération homosexuelle et lutte contre le sida », *Note de la Fondation Saint-Simon*, avril 1996.

mesures étaient prioritaires sur l'agenda socialiste, les positions et la rhétorique des intellectuels de gauche se sont modifiées.

D'une part, la philosophe Sylviane Agacinski a repris la rhétorique des minorités dans son soutien à la parité : son exigence politique d'universalité n'était pas tant fondée sur les droits de la femme que sur la nature de la « différence des sexes »¹². D'autre part, la sociologue Irène Théry a eu elle aussi recours à la métaphysique de la « différence des sexes » pour justifier son opposition au Pacs, au nom de la modération ; inversement, les partisans d'un progrès des droits des gays et des lesbiennes ont professé un universalisme plus radical – revendiquant le droit au mariage et à la procréation pour les couples homosexuels¹³. Le contraste rhétorique entre les politiques minoritaires à la manière américaine et le modèle français de citoyenneté universaliste n'était plus pertinent – ni pour la parité, ni pour le Pacs.

Alors que les arguments libéraux cédaient la place à la métaphysique anhistorique de l'« ordre symbolique », le libéralisme lui-même est peut-être devenu obsolète : en 1999, Pierre Rosanvallon a décidé de dissoudre la Fondation Saint-Simon. Cette dissolution pourrait être interprétée comme le meilleur, mais aussi le dernier, signe de vitalité du libéralisme intellectuel. Les alliances avec la « première » ou la « deuxième gauche » sont maintenant devenues fragiles : les libéraux ne peuvent partager le rejet total de l'Amérique exprimé par les anti-impérialistes (de la mondialisation au conflit du Kosovo) ; ils ne peuvent pas plus se ranger aux côtés d'une gauche « américaine » rajeunie, malgré son héritage antitotalitaire, car les projets de modernisation qu'elle porte s'étendent, au-delà de la sphère économique, à des enjeux « minoritaires ». Les libéraux ne peuvent adopter Pierre Bourdieu, mais pour eux Daniel Cohn-Bendit ne représente probablement pas non plus une solution de rechange.

Cela ne signifie pas que les intellectuels libéraux vont disparaître du jour au lendemain ; leur influence actuelle est peut-être plus grande que jamais. Pourtant, faute d'alliances viables au sein de la gauche, ils sont mis en face d'une alternative qui ne peut les satisfaire : ils peuvent choisir de se ranger aux côtés des politiciens libéraux (aboutissant ainsi à se définir comme conservateurs), ou bien de se présenter comme de simples experts, apparaissant ainsi comme apolitiques – mais, dans les deux cas, ils renonceront à

12. Sylviane Agacinski, *La différence des sexes*, Paris, Le Seuil, 1998.

13. Irène Théry, « Le Contrat d'Union Sociale en question », *Esprit*, novembre 1997 ; Daniel Borillo, Éric Fassin, Marcela Iacub, *Au-delà du PACS*, Paris, PUF, 1999.

l'ambition d'inventer une version française du libéralisme intellectuel. Si effectivement les libéraux ont fait leur temps, c'est peut-être parce qu'ils ont épuisé leurs options rhétoriques : leur « Amérique » ne peut plus être ni un *good cop* (contre les communistes), ni un *bad cop* (avec les minorités). Mais de ce fait, la « rhétorique de l'Amérique » est maintenant disponible pour d'autres courants, conservateurs ou radicaux, et pour d'autres fins, comme symbole de la mondialisation ou du nouvel ordre mondial. Dans le discours politique et intellectuel français, l'« Amérique » demeure (pour emprunter une autre expression à Claude Lévi-Strauss) un « signifiant flottant ». ♦

(Traduit de l'américain par Bertrand Guillaume et Daniel Mouchard¹⁴)

Sociologue au Département de sciences sociales de l'École normale supérieure, Éric Fassin, est coordonnateur du DEA de sciences sociales (ENS/EHESS). Spécialiste des États-Unis et de la comparaison franco-américaine, en particulier des enjeux politiques de genre et de sexualité, il vient de publier : « Le "double je" de Christine Angot », *Sociétés et Représentations*, janvier 2001. Son prochain ouvrage, *Le gai miroir : Politique comparée du « mariage homosexuel » – France / États-Unis* (Fayard ; *Same Sex, Different Politics*, Duke University Press), est en préparation.

RÉSUMÉ

On peut lire l'histoire du libéralisme français depuis 1980 et l'influence de sa version intellectuelle (par contraste avec l'impuissance de sa version politique), à la lumière de la référence américaine. C'est ainsi que, dans ce discours, la « rhétorique de l'Amérique » a joué successivement le rôle d'un modèle (*good cop*) et d'un contre-modèle (*bad cop*). Modèle libéral d'abord, pendant les années 1980, au moment de l'alliance avec la « deuxième gauche » contre le marxisme, puis contre-modèle illibéral, à partir de 1989, en s'opposant avec la gauche « républicaine » aux logiques « minoritaires ». Depuis 1997, les options rhétoriques semblent épuisées et le libéralisme intellectuel se cherche. Alors que Pacs et parité remettent en cause l'opposition transatlantique, la « rhétorique de l'Amérique » devient disponible pour d'autres usages politiques.

14. « Good Cop, Bad Cop : the American Model and Countermodel in French Liberal Rhetoric since the 1980s », dans Lawrence D. Kritzman (ed.), *Columbia History of Twentieth-Century French Thought*, Columbia University Press, à paraître.

*The history of French liberalism since 1980 and the influence of its intellectual (by contrast to political) version, can be read in the light of the American reference : the “rhetoric of America” has alternately played for this discourse the roles of a model (“good cop”) and of a countermodel (“bad cop”). First, throughout the 1980s, America was a model for liberals, while they allied with the “second Left” against Marxism, then it became after 1989 an illiberal countermodel, as they now sided with the “republican” Left in denouncing identity politics. Since 1997, as they run out of rhetorical options, liberals seem at a loss. While both *Pacs* and *parité* undermine the transatlantic contrast, the rhetoric of America becomes available for other political uses.*